

VILLE DE GENÈVE

EXTRAIT DES REGISTRES DU CONSEIL MUNICIPAL DU 6 AVRIL 2009

PR-692 III

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettre e), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition du Conseil administratif,

arrête:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit d'un montant brut de 54 000 francs, dont à déduire 40 000 francs de subventions cantonales et fédérales, destiné au financement d'études énergétiques spécifiques, soit un montant net de 14 000 francs.

- *Art.* 2. Au besoin, il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article premier au moyen d'emprunts à court terme à émettre au nom de la Ville de Genève, à concurrence de 54 000 francs.
- Art. 3. La dépense prévue à l'article premier sera portée à l'actif du bilan de la Ville de Genève, dans les patrimoines administratif ou financier suivant la nature du patrimoine des objets concernés. Pour chaque étude suivie d'une réalisation, la dépense, ajoutée à celle de la réalisation, sera amortie sur la durée d'amortissement de la réalisation. En cas de non-réalisation, chaque étude sera amortie en 3 annuités.

Certifié conforme:

Le Secrétaire :

Le Président:

Alain de Kalbermatten

Thierry Piguet